



Ouvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté aux **Comores**

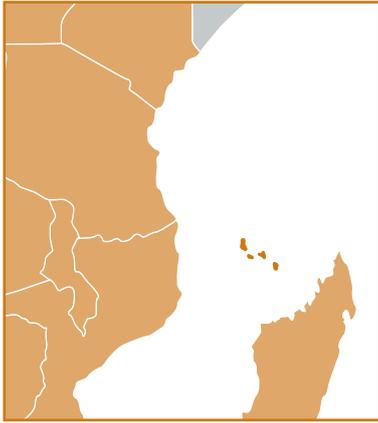
La pauvreté rurale aux Comores

Depuis leur indépendance en 1975, les Comoriens ont souffert de l'instabilité politique et du déclin progressif de leur niveau de vie.

En 1997, le pays a plongé dans une crise politique sans précédent, avec la sécession d'Anjouan puis celle de Mohéli. Le mouvement séparatiste, et la violence qui a accompagné les manifestations et la répression dans les îles, a pris fin en 1999 avec comme résultat la création de L'Union des Comores et l'adoption d'une nouvelle constitution en 2001.

Le pays a longtemps été au bas de l'échelle économique mondiale, mais ces dernières années de calme lui ont permis de remonter la pente. Il se trouve encore parmi les pays les plus pauvres du monde, mais les transferts de fonds des migrants et l'importante solidarité des Comoriens préservent les habitants de l'extrême pauvreté. En effet, si 45% des ménages comoriens étaient pauvres en 1977, ils étaient 53% en 1995, mais ne sont plus que 37% en 2004.

Il existe cependant d'importantes disparités entre les îles: Anjouan est l'île la plus pauvre de l'archipel avec 38,4% de ménages pauvres, mais c'est également celle



où la pauvreté a le plus reculé au cours des dernières années. La Grande Comore est restée relativement stable avec 35,3% de ménages pauvres et 37,8% à Mohéli.

C'est en milieu rural que la pauvreté est plus importante: 41,1% des ruraux sont pauvres et 79% des pauvres vivent en milieu rural.

La société de la Grande Comore est une société traditionnellement matriarcale de religion musulmane et les femmes y occupent une place inhabituelle: elles héritent de toutes les terres familiales à la Grande Comore et d'une partie des terres dans les deux autres îles, et les maisons leur appartiennent. En conséquence, les ménages dirigés par un homme sont plus pauvres que ceux dirigés par une femme. D'autre part, les femmes ont plus de chance d'obtenir un micro crédit, grâce à leur tradition d'épargne et leur meilleur taux de remboursement. En revanche, les femmes font face à de nombreuses difficultés en matière d'emploi: seules 43% des femmes travaillent, souvent dans des emplois plus précaires, leur part dans le salariat est beaucoup plus faible et l'essentiel de leurs emplois se situent dans l'agriculture, sur les parcelles familiales.

Les Comores souffrent de l'enclavement de leur territoire, de l'étroitesse du marché intérieur et des coûts élevés de transport inter-îles et international. L'instabilité politique, qui a caractérisé les 25 premières années de vie de la jeune nation, a par ailleurs freiné les investisseurs et le développement.





Réduction de la pauvreté rurale aux Comores

L'union des Comores s'est dotée d'une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté en 2003 et le document intérimaire a été validé par les partenaires en développement du pays lors de la conférence des donateurs qui a eu lieu à Maurice en 2005.

La stratégie, document de référence du gouvernement en matière de développement socio-économique, est le fruit d'une longue consultation nationale dans laquelle l'ensemble de la société comorienne a pris part. Les besoins des populations rurales pauvres ont été au cœur de ce processus de consultation. Le document a de plus été validé par l'ensemble des institutions publiques, la société civile et les opérateurs économiques du pays.

La stratégie prévoit sept axes principaux:

- créer les conditions d'un développement économique durable
- relancer le secteur privé en mettant l'accent sur les secteurs porteurs tels l'agriculture, la pêche, l'élevage, le tourisme, et autres secteurs privés, incluant le secteur de la microfinance
- renforcer la gouvernance et la justice en consolidant les institutions nationales et en garantissant l'accès à une justice équitable
- améliorer la santé de la population
- promouvoir l'éducation et la formation professionnelle en vue de renforcer le capital humain
- promouvoir un environnement sain et garantir la durabilité du développement
- promouvoir la sécurité et la lutte contre le terrorisme

Trois domaines transversaux ont également été identifiés: la production et l'accès à l'information statistique, le développement et l'accès aux nouvelles technologies et la prise en compte systématique des questions de parité hommes-femmes dans les programmes.

Le gouvernement a par ailleurs défini un Plan d'action 2006-2009 pour la mise en pratique de la stratégie.

La stratégie du FIDA aux Comores

Depuis 1984, le FIDA a financé cinq programmes et projets de réduction de la pauvreté rurale aux Comores, pour un total de 16,5 millions de dollars distribué sur quatre prêts et 450 000 dollars pour deux dons.

Les cinq interventions du FIDA, dont quatre sont aujourd'hui clôturées, sont les suivantes:

- le Programme national de développement humain durable (PNDHD) intègre la protection de l'environnement, la diversification de la production agricole et l'augmentation des rendements
- le Projet pilote de services agricoles (PPSA) avait pour but de tester de nouvelles approches de vulgarisation et la construction de petites infrastructures rurales destinées à améliorer la production et les conditions de vie des populations rurales
- le Projet d'appui aux initiatives économiques de base (AIEB) a eu un impact important dans les 3 îles de l'Union, notamment grâce à la mise en place des mutuelles d'épargne et de crédit ya Komor, les MECK, aujourd'hui seconde institution financière du pays. Le projet a également appuyé de nombreuses micro entreprises en formation professionnelle
- le Projet d'appui aux petits producteurs du Nioumakélé (APPN) couvrait uniquement l'île d'Anjouan et avait pour but de perfectionner et diffuser la technique de l'embocagement, qui intègre l'élevage sur les sites de développement intensif regroupant plusieurs paysans et leurs parcelles. Par ses résultats et son impact, ce projet fait école dans le domaine de la réhabilitation des sols et de l'augmentation de la production agricole et laitière
- le Projet d'appui aux services ruraux (PASR) mettait l'accent sur le renforcement institutionnel et l'appui aux petits exploitants dans la production vivrière, l'élevage et la conservation des sols

Un nouveau projet, le Programme national de développement humain durable (PNDHD), est en cours d'élaboration et démarrera ses activités en 2007.

Les projets du FIDA aux Comores ont souffert de l'instabilité politique, des difficultés économiques du pays et de l'incapacité du gouvernement à honorer le service de sa dette. En conséquence, les décaissements ont été périodiquement suspendus et reprenaient en fonction des remboursements, ce qui a engendré de nombreux problèmes de continuité sur le terrain.

La stratégie du FIDA aux Comores est de soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, en mettant l'accent sur les populations les plus démunies. Ce faisant, le FIDA contribue au processus de réconciliation au sein de l'Union des Comores.

Le FIDA prend appui sur les communautés et leurs organisations pour développer des activités génératrices d'emploi, agricole ou non, et de revenus. Les cultures vivrières, la production laitière et la recherche de débouchés commerciaux pour ces produits dans les quatre îles de l'archipel feront l'objet d'une attention particulière, ainsi que la conservation et la transformation locale des produits. En ce qui concerne les cultures de rente, le FIDA financera sous forme de don la mise en relation des producteurs avec les marchés équitables.

Les interventions du FIDA incluront également les aspects suivants:

- protection durable de l'environnement
- commercialisation des produits agricoles et échanges commerciaux inter-îles
- mobilisation des institutions de micro finance pour le financement de la transformation et de la production agricole, de l'élevage et de la pêche
- amélioration de l'accès à la terre et aux ressources productives des plus pauvres
- renforcement des capacités locales à tous niveaux (communautés, secteur privé et services gouvernementaux)

Programmes et projets: 5

Coût total: 29,7 millions de dollars

Prêt total: 16,5 millions de dollars

Don du FIDA: 450 000 dollars

Bénéficiaires directs:

53 855 ménages

Partenaires du FIDA aux Comores

Le FIDA travaille en étroite collaboration avec le gouvernement de l'Union des Comores ainsi qu'avec les gouvernements de chacune des îles et coordonne ses activités avec les bailleurs de fonds présents dans l'archipel de façon à développer des actions complémentaires en fonction des spécificités de chacun.

Plus particulièrement, le FIDA s'inscrit dans le Plan cadre des Nations Unies pour le développement (UNDAF) et coordonne les interventions qui touchent à la mise en œuvre de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, de la stratégie agricole et du programme pour la biodiversité avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale. En ce qui concerne l'amélioration des productions vivrières et de rente, la gestion des ressources marines, les activités de développement de l'infrastructure et le financement rural, le FIDA collabore étroitement avec l'Union européenne, la Banque mondiale et la France.



Opérations en cours

Programme national de développement humain durable

Le programme, financé par le FIDA sous forme de don dans le cadre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, a pour but de réduire la pauvreté dans les zones rurales les plus pauvres des trois îles de l'Union des Comores en intégrant la protection de l'environnement, la diversification de la production agricole et l'augmentation des rendements. Ce faisant, le programme entend augmenter le revenu des ménages tout en freinant l'exploitation irresponsable et la dégradation des ressources naturelles.

Pour atteindre ses objectifs, le programme se propose avec la FAO, de revitaliser les centres de formation agricoles sous un nouveau mode de gestion associant les organisations agricoles, les associations de développement villageois et les organisations intermédiaires du secteur privé, dans le but de mieux former les populations aux techniques agricoles et de bonne gouvernance et d'acquérir davantage d'autonomie dans la gestion du développement local.

De plus, la protection des bassins versants et des zones côtières à travers un système de terrasses et de haies est destinée à améliorer la fertilité des sols et la production locale ainsi qu'à régénérer, à terme, les ressources marines.

Enfin, le programme cherche à valoriser les fonds transférés par les Comoriens émigrés en offrant à la diaspora des opportunités d'investissement dans des activités de développement local en utilisant les possibilités offertes par le réseau des caisses d'épargne crédit (MECK).

Initialement prévues dans une ou deux zones de chacune des îles, ces activités seront par la suite transposées dans d'autres régions par le biais d'échanges entre organisations agricoles et de visites sur le terrain.

Coût total: 7,2 millions de dollars

Don CSD: 4,7 millions de dollars

Cofinancement:

- Fonds pour l'environnement mondial (983 000 dollars)
- Mutuelles d'épargne et de crédit ya komor (MECK) (142 000 dollars)

Durée: approuvé en 2007

Couverture: en Grande Comore: Mboinkou et Hamahamet, à Mohéli: Plateau du Djandro, à Anjouan: Presqu'île de Sima et Presqu'île Nioumakélé.

Bénéficiaires: 20 000 ménages

Programme de renforcement des capacités de l'Union des Mutuelles d'épargne et de crédit

Le programme financé par un don du FIDA visait à assurer la viabilité institutionnelle du réseau des Mutuelles d'épargne et de crédit ya Komor (MECK), établi dans le cadre du projet d'appui aux initiatives économiques de base (AIEB) financé par le FIDA, en fournissant un appui à leur union.

L'expérience en matière de microfinancement montre qu'un délai de huit à dix ans est nécessaire pour assurer la viabilité des institutions, c'est-à-dire pour que les contributions des membres couvrent pleinement les coûts de fonctionnement de l'organisation fédératrice. L'Union ayant été créée en 2003 et le directeur nommé en 2004, l'Union était encore très jeune au moment de la clôture des opérations du FIDA aux Comores et un appui était essentiel pour en assurer la pérennité.

Plus précisément, les activités financées comprenaient:

- la prise en charge du fonctionnement institutionnel de l'Union des MECK et du salaire de son personnel pendant 36 mois
- la modernisation du système de gestion de l'information financière des mutuelles
- une supervision et un audit externe
- une assistance technique et le renforcement des capacités du personnel de l'Union et de ses mutuelles

Montant du don: 350 000 dollars
Cofinancement: Agence française de développement (750 000 dollars)
Durée: 2004-2007
Couverture: nationale
Bénéficiaire: Union des mutuelles d'épargne et de crédit ya Komor (MECK)



Opérations clôturées

Projet pilote de services agricoles

Coût total: 2,8 millions de dollars

Prêt du FIDA: 1,0 million de dollars

Durée: 1998-2003

Couverture: nationale

Bénéficiaires directs: 14 000 ménages

Cofinancement: Gouvernement (208 000 dollars), Association internationale de développement (IDA) (1,6 million de dollars)

Projet d'appui aux initiatives économiques de base en milieu rural

Coût total: 4,8 millions de dollars

Prêt du FIDA: 3,5 millions de dollars

Durée: 1995-2004

Couverture: nationale

Bénéficiaires directs: 14 755 ménages

Cofinancement: Gouvernement (713 000 dollars), ONG locales (15 000 dollars), Société de développement international Desjardins (561 000 dollars)

Projet d'appui aux petits producteurs du Nioumakélé

Coût total: 6,8 millions de dollars

Prêt du FIDA: 4,0 millions de dollars

Durée: 1992-1998

Couverture: Péninsule du Nioumakélé, île d'Anjouan

Bénéficiaires directs: 2 500 ménages

Cofinancement: Gouvernement (1,0 million de dollars), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1,3 million de dollars)

Projet d'appui aux services ruraux

Coût total: 8,1 millions de dollars

Prêt du FIDA: 3,3 millions de dollars

Durée: 1985-1991

Couverture: nationale

Bénéficiaires directs: 12 600 ménages

Cofinancement: Gouvernement (703 000 dollars), Association internationale de développement (IDA) (4,1 millions de dollars)

Appui au développement de l'élevage et des activités génératrices de revenus dans la région du Nioumakélé

Montant du don: 100 000 dollars

Durée: 2002-2004

Couverture: Région du Nioumakélé, île d'Anjouan

Bénéficiaire: Association comorienne des techniciens et infirmiers vétérinaires (ACTIV)

Contact

M. Benoît Thierry
Chargé de programme
FIDA
Via del Serafico, 107
00142 Rome, Italie
Tél.: +39 0654592234
Fax: +39 0654593234
Courriel: b.thierry@ifad.org

Pour tout complément d'information
sur la pauvreté rurale aux Comores,
visitez le Portail de la pauvreté rurale:
<http://www.ruralpovertyportal.org>



Bâtir un monde libéré de la pauvreté

Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies, qui a pour mission d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement. Au moyen de prêts à faible taux d'intérêt et de dons, le Fonds élabore et finance des programmes et des projets qui s'intègrent dans les systèmes nationaux et répondent aux besoins, priorités et contraintes tels que déterminés par les ruraux pauvres eux-mêmes.

Depuis le début de ses opérations en 1978, le FIDA a investi 9,8 milliards de dollars dans 751 programmes et projets à travers le monde, qui ont permis d'aider plus de 310 millions de petits paysans, d'éleveurs, de pêcheurs, d'ouvriers agricoles sans terre, d'artisans et de membres de communautés autochtones à améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille.

Mais il ne s'agit là que d'une partie du montant total des investissements dans les programmes et projets du FIDA. Durant les 29 dernières années, 16,4 milliards de dollars supplémentaires ont été apportés sous forme de cofinancement par les gouvernements, les participants aux projets, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres partenaires.

Aux côtés de ses partenaires, notamment les populations rurales pauvres, les gouvernements, les ONG, les institutions financières et de développement et le secteur privé, le FIDA s'emploie à combattre la pauvreté non seulement en tant que bailleur de fonds, mais aussi en se faisant l'avocat des ruraux pauvres. L'une de ses priorités est d'aider ces derniers à développer et renforcer les organisations qu'ils ont eux-mêmes créées pour pouvoir défendre leurs intérêts et éliminer les obstacles qui empêchent un si grand nombre d'entre eux, en particulier les femmes, de se forger une vie meilleure. C'est en effet par ce biais que les ruraux pauvres seront le plus à même de participer activement aux choix qui détermineront leur propre développement.



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Via del Serafico, 107 - 00142 Rome, Italie
Tel.: +39 0654591 - Fax: +39 065043463
E-mail: ifad@ifad.org
www.ifad.org